

AUGMENTATION DES PRIX MONDIAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

L'indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint en janvier 2017 sa valeur maximale depuis deux ans et s'est établi à 174,6 points. Par rapport à janvier 2016, l'indice a augmenté de 16,9%. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des cours internationaux du sucre, des céréales et des huiles végétales. Les prix de la viande et des produits laitiers sont restés relativement stables.

LES EXPORTATIONS DE CÉRÉALES REVUES À LA BAISSÉ

Selon le ministre de l'agriculture Alexandre Tkatchev, près de 37 millions de céréales russes récoltées en 2016 seront exportées, soit 3 millions de tonnes de moins que les prévisions établies par le ministre au début de l'année dernière. «Malheureusement, le renforcement du rouble entrave les exportations. Les volumes annoncés au début de l'année, soit 40 millions de tonnes, pourraient bien entendu ne pas être atteints», a déclaré le ministre lors de son intervention au Forum russe d'investissements de Sotchi. À l'en croire, les récoltes brutes de céréales russes représenteront 100 à 115 millions de tonnes en 2017.



ROSTAT NOMME LES RÉGIONS RUSSES AU PLUS FORT DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le classement de Rosstat inclut les 10 régions russes ayant le plus contribué au développement de l'agriculture du pays en 2016. Les régions de Pskov et de Saratov, qui ont augmenté les volumes de leur production agricole de 19,3%, se partagent la plus haute marche du podium. Dans la région de Pskov, ce résultat est principalement dû à une croissance de 45,9% de l'élevage porcin. Dans la région de Saratov, en revanche, c'est l'horticulture qui domine, avec une augmentation de 26,5%. La deuxième place est occupée par la région d'Oulianovsk, avec une croissance agricole de 16%. Enfin, la région de Rostov se hisse en troisième position grâce à une augmentation de 15,1%.

Экономические отношения между Россией и Францией №12 (323), 2017

L'économika

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA RUSSIE ET LA FRANCE

DE NOUVEAUX INVESTISSEURS POUR LE SECTEUR AGRO- INDUSTRIEL

EN 2016, LA PRODUCTION AGRICOLE EN RUSSIE A AUGMENTÉ DE PRESQUE 5%, S'ÉLEVANT À 5 600 MILLIARDS DE ROUBLES. SI LE PAYS A AUJOURD'HUI ATTEINT L'AUTOSUFFISANCE DANS PLUSIEURS SECTEURS ALIMENTAIRES, IL EXISTE TOUTEFOIS DES NICHES DONT LE DÉVELOPPEMENT, POUR DIFFÉRENTES RAISONS, ACCUSE DU RETARD PAR RAPPORT À LA TENDANCE GÉNÉRALE.



DES RIVIÈRES DE LAIT

Depuis plus de dix ans, la production de lait dans l'élevage laitier en Russie ne connaît plus de croissance, un problème évoqué par le ministre de l'agriculture Alexandre Tkatchev en 2015, presque immédiatement après sa prise de fonction [voir graphique 1]. Cette situation est exacerbée par le fait qu'une grande partie du lait russe est produite dans de petites exploitations et qu'il est relativement difficile, voire impossible, de le vendre à des transformateurs. «Le volume de la production russe de lait cru représente près de 30 millions de tonnes. 40% sont produits dans des exploitations individuelles pour une consommation personnelle. Concrètement, sur 30 millions de tonnes de lait brut, un peu plus de 17 millions sont transformées, ce qui est loin d'être suffisant pour approvisionner le marché en produits laitiers», confie à *L'économika* Lioudmila Manitskaïa, direc-

L'État essaie d'accroître l'attractivité de la filière aux yeux des investisseurs. Cette année, le pourcentage de l'aide aux investissements consentis pour créer et moderniser les fermes laitières a ainsi augmenté, passant de 20 à 30%.

trice exécutive de l'Union laitière de Russie.

L'État essaie d'accroître l'attractivité de la filière aux yeux des investisseurs. Cette année, le pourcentage de l'aide aux investissements consentis pour créer et moderniser les fermes laitières a ainsi augmenté, passant de 20 à 30%, voire 35% en Extrême-Orient. En outre, des interventions de l'État sont prévues pour stabiliser les prix du lait cru. «Quand les prix du lait en poudre et du beurre sont extrêmement faibles, l'État achète ces produits, maintenant ainsi le niveau des prix pour les agriculteurs. Dès que les prix repartent à la hausse, l'État se met à vendre ses stocks afin que les prix à la consommation ne soient pas trop élevés», explique Andreï Danilenko, président du conseil d'administration de l'Union nationale des producteurs de lait.

Ces dernières années, 166 nouveaux projets ont été lancés dans le secteur pour un rendement total de plus de 290 000 tonnes de lait par an, selon l'Institut de marketing agricole. Ainsi, en décembre 2016 s'est achevée la construction d'une nouvelle exploitation laitière dans la région de Tioumen. Ce projet conjoint du groupe Damate et du français Danone est conçu pour 4 600 têtes de bétail, avec une première production de lait prévue dès le mois de mars. Une fois à pleine capacité, l'usine devrait produire 44 700 tonnes de lait cru par an, dont la totalité sera envoyée aux usines de transformation de l'entreprise Danone. Parmi les principaux investisseurs de la filière laitière ayant déjà lancé ou se préparant à lancer de nouveaux projets, on retrouve le thaïlandais CP Group, le

vietnamien TH Group et le holding agricole russo-allemand EkoNiva.

Cependant, à en croire les experts, même dans le cas où tous les projets seraient réalisés, ils ne pourront pas couvrir totalement les besoins du marché intérieur. «L'État ne se préoccupe de ce secteur que depuis deux ans. C'est évidemment très peu : dix à quinze ans sont nécessaires pour qu'une ferme soit prospère, commente Mme Manitskaïa. Aujourd'hui, nous observons déjà la tendance suivante : les grands transformateurs de lait ouvrent leurs propres fermes, c'est-à-dire qu'ils construisent toute la chaîne de production : du champ à la mise sur le marché des produits finis. C'est précisément dans ce cycle que réside l'avenir de la filière.»

Le marché russe continuera ainsi à connaître une pénurie de lait. Autrement dit, le secteur sera prêt à accueillir de nouveaux investisseurs.

À L'ASSAUT DES SERRES

En 2016, la production de légumes de serre a connu un véritable boom des investissements. L'an dernier, 166 ha de serres modernes ont été construits en Russie et la production de légumes cultivés dans celles-ci a augmenté de 33% par rapport à 2015, notamment de 26% pour les cornichons et de 52% pour les tomates. L'embargo alimentaire et la brusque contraction des importations qu'il a entraînée ont été un moteur puissant de développement du secteur. En outre, la chute du rouble a rendu la production de serres russes plus concurrentielle. «Avant l'entrée en vigueur de l'embargo sur les fruits et légumes, environ 70% des tomates – un secteur clé – étaient importées. En 2016, les

GRAPHIQUE 1. LE MARCHÉ DU LAIT CRU EN RUSSIE (EN MILLIONS DE TONNES)

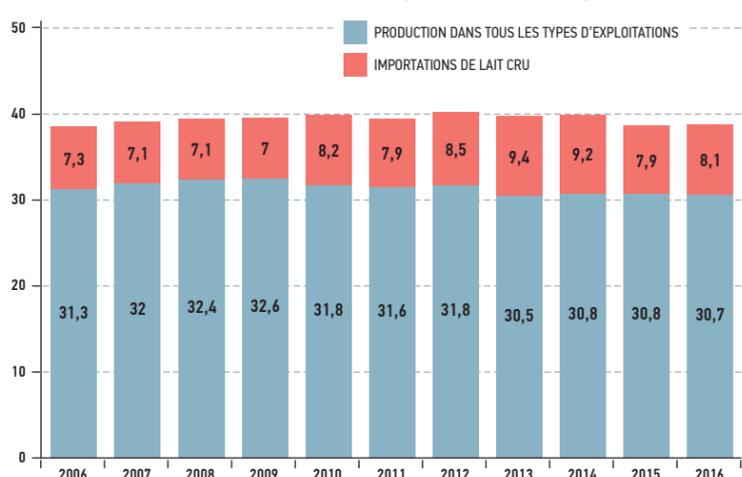


TABLEAU 1. SUPERFICIE DES SERRES ET PRODUCTION DE LÉGUMES DE SERRE EN RUSSIE

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*
SUPERFICIE DES SERRES D'HIVERNAGE, EN MILLIONS D'HA	1,8	1,8	1,8	1,9	2,0	2,1	2,3
RÉCOLTE BRUTE DE LÉGUMES, EN MILLIERS DE TONNES	485	483	511	528	595	642	855

SOURCE : MINISTÈRE RUSSE DE L'AGRICULTURE

* DONNÉES PROVISOIRES

importations de tomates cultivées en serre représentaient déjà moins de 60% du marché», explique Timur Nigmatullin, analyste senior pour l'entreprise Finam.

Toutefois, comme le souligne l'expert, l'impact de la dévaluation et de l'embargo n'étant pas éternel, les investisseurs doivent se dépêcher s'ils veulent occuper une des niches libérées. «Une croissance des surfaces de serres de 10% donnera une augmentation de 15 à 20% du volume de production des légumes de serre en Russie», estime M. Nigmatullin.

Selon le ministre de l'agriculture Alexandre Tkatchev, pour répondre à 90% des besoins du consommateur russe, le pays doit augmenter sa production de légumes de serre pendant cinq ans. Une déclaration qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. En 2016, plus de 130 nouveaux projets ont été annoncés dans le secteur des serres. Les plus gros investissements devraient provenir de l'entreprise Eco-Culture, qui possède aujourd'hui deux complexes

faire la demande des consommateurs russes en légumes de serre, laquelle représente entre 1,7 et 1,8 million de tonnes par an. Aujourd'hui, les serres occupent 2 300 ha de terres, selon l'association Serres de Russie. Pour éliminer totalement la dépendance aux importations, un minimum de 2 000 ha supplémentaires de serres sont nécessaires, ce qui représente au moins 200 milliards roubles. D'après les prévisions, entre 130 et 150 ha seulement seront construits en 2017 [voir tableau 1].

En outre, le secteur russe des serres est exposé à des risques très sérieux. Premièrement, selon Timur Nigmatullin, le climat : le nombre insuffisant de journées ensoleillées dans de nombreuses régions russes et les longs hivers exigent des dépenses élevées en chauffage, ce qui augmente le coût de revient de la production et réduit sa compétitivité par rapport aux importations. Deuxièmement, l'éventuelle levée de l'embargo présente également des risques : si des produits turcs moins chers commencent de nou-



deuxième ingrédient essentiel des aliments composés – la farine de soja – et une grande partie des additifs, tels que les vitamines, les ferments et les acides aminés, sont importés. «La dévaluation du rouble a entraîné une flambée des prix de ces composants en 2015, observe Daniil Khotko, expert de l'Institut de la conjoncture du

treprise russe Megamix a lancé la construction d'une deuxième usine de production de prémélanges pour l'élevage et est devenue le seul fabricant d'aliments composés, se retrouvant ainsi classée par RBC parmi les 50 entreprises russes à la plus forte croissance. Les objectifs poursuivis par Megamix sont ambitieux : répondre aux besoins en additifs fourragers de la moitié des consommateurs russes et conquérir le marché extérieur.

Ce secteur attire également les investisseurs étrangers. Ainsi, l'entreprise allemande Evonik Industries prévoit d'ouvrir dans la région de Rostov une usine de production d'aliments composés, de gluten et d'acides aminés au 3^e ou 4^e trimestre de 2017. En mars 2017, la filiale italienne de Kemin Industries lancera une production d'additifs fourragers à Lipetsk. Et la liste ne s'arrête pas là. Cependant, même en tenant compte de ces nouveaux projets, la niche reste très attractive aux yeux des investisseurs.

ON RÉCOLTE CE QUE L'ON SÈME

À en croire le ministère de l'agriculture, la dépendance russe en semences étrangères dépasse les 90% dans plusieurs cultures, ce qui constitue une grave menace pour l'autosuffisance alimentaire du pays. C'est la raison pour laquelle, en 2014, le gouvernement russe a inclus dans son programme de développement de l'agriculture un point stipulant que, d'ici 2020, les semences de production nationale

devraient représenter au moins 75% de celles utilisées dans les principales cultures.

Parmi les problèmes majeurs de la production russe de semences, on peut également évoquer l'absence de base scientifique et la vétusté de l'équipement. «La culture de semences est un processus non moins technologique que la fabrication de voitures modernes, souligne Andreï Toumanov, président du conseil de l'Union moscovite des horticulteurs. Les centres de sélection variétale sont à l'abandon et les laboratoires ne fonctionnent plus. La culture de semences est une science, or le potentiel scientifique y a été en grande partie perdu.» D'après l'Institut de recherche russe V. Williams, 42 centres de sélection horticole datant de l'époque soviétique sont encore en activité aujourd'hui en Russie. D'ici 2020, le ministère de l'agriculture a l'intention de mettre en exploitation 87 nouveaux centres, dont 61 seront créés à partir de zéro. Cette année, des projets d'investissement visant à ouvrir 10 centres de sélection génétique et de sélection de semences ont été approuvés pour un montant total de 378,6 millions de roubles.

La majorité des semences actuellement importées sont celles de betterave sucrière, de colza, de pomme de terre et de tournesol [voir graphique 3]. «Les semences importées sont de bonne qualité, elles offrent un rendement élevé, poursuit M. Toumanov. Mais leur utilisation est synonyme de dépendance : sans semences, pas de production.»

« Les centres de sélection variétale sont à l'abandon et les laboratoires ne fonctionnent plus. La culture de semences est une science, or le potentiel scientifique y a été en grande partie perdu. »

de serres d'une superficie totale de 52 ha. En 2017-2018, l'entreprise prévoit de doubler celle-ci et, à l'horizon 2020, d'approcher les 490 ha. En février dernier, le groupe d'entreprises Renova, propriété d'un des hommes les plus riches de Russie, Viktor Vekselberg, a annoncé son intention de construire des serres d'une superficie totale de 100 ha dans quatre régions russes : celle de Ekaterinbourg, le kraï de Perm, la Tchouvachie et la république des Komis.

Toutefois, même si tous les projets annoncés sont lancés, ils ne pourront pas entièrement satis-

veau à entrer sur le marché russe, la construction de nouvelles serres en Russie ne sera plus rentable.

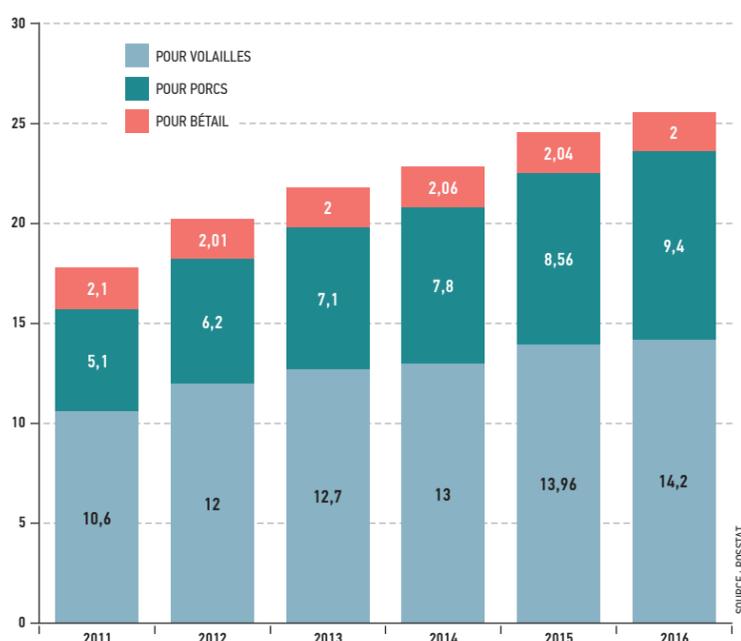
DES VITAMINES POUR LES POULES PONDEUSES

S'il y a dix ans seulement, les éleveurs russes importaient jusqu'à 30% d'aliments composés, la production nationale répond aujourd'hui presque totalement à la demande intérieure [voir graphique 2]. Cependant, tout n'est pas aussi réjouissant du côté des matières premières. Le pays produit certes suffisamment de fourrage, autrement dit de blé fourrager, mais le

marché agraire. De plus, la forte dépendance aux importations menace la continuité des livraisons : de nouvelles interdictions ou restrictions peuvent être introduites à tout moment.»

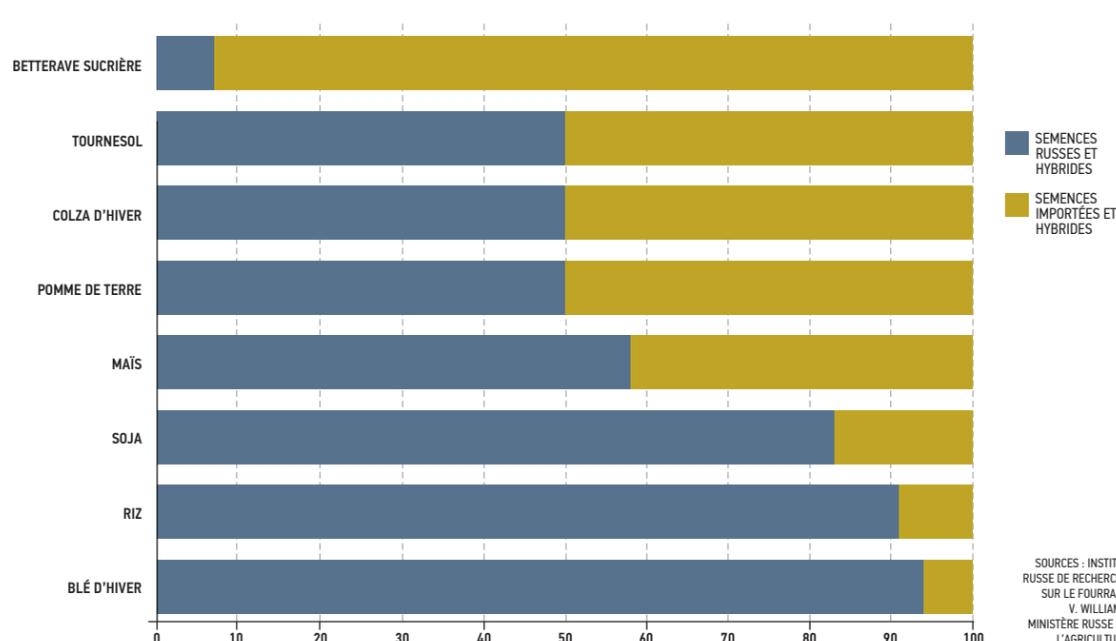
Conscientes de cela, les grandes exploitations d'élevage se chargent désormais également de produire leurs propres additifs. En 2014, le holding agricole Priorskol a ouvert dans la région de Belgorod la première usine russe de lysine, un acide aminé qui permet l'augmentation accélérée de la masse musculaire et accroît la productivité des vaches et des poules. En 2016, l'en-

GRAPHIQUE 2. PRODUCTION D'ALIMENTS COMPOSÉS EN RUSSIE (EN MILLIONS DE TONNES)



SOURCE : ROSSTAT

GRAPHIQUE 3. DÉPENDANCE DU MARCHÉ RUSSE EN SEMENCES IMPORTÉES ET HYBRIDES (EN %)



SOURCES : INSTITUT RUSSE DE RECHERCHE SUR LE FOURRAGE V. WILLIAMS, MINISTÈRE RUSSE DE L'AGRICULTURE

TABLEAU 2. SUPERFICIE DES PLANTATIONS DE FRUITS ET DE BAIES ET RÉCOLTE BRUTE DE FRUITS ET DE BAIES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SUPERFICIE DES PLANTATIONS, MILLIERS D'HA	533,5	528,8	518,5	514,8	507,4	502,2	513,6	530,9	542,4
RÉCOLTE BRUTE, MILLIONS DE TONNES	2,4	2,76	2,14	2,5	2,6	2,9	2,99	2,9	3,1

SOURCE : MINISTÈRE RUSSE DE L'AGRICULTURE

À l'heure actuelle, de nombreux holding agricoles coopèrent avec des entreprises étrangères de sélection, qui offrent à leurs partenaires russes matériaux, technologies et accompagnement. Les semences elles-mêmes sont produites par les entreprises russes. Ainsi, la société allemande Strube, qui occupe près de 15 % du marché russe des semences de betterave sucrière, a déjà fait part de son intérêt à une localisation maximale de sa production en Russie. C'est à cette fin qu'elle a lancé, en 2016, un projet conjoint avec le holding agricole Kuban en vue d'introduire des technologies innovantes de production de semences.

Dès 2014, l'entreprise biotechnologique américaine Monsanto a entamé un projet de localisation de la production en Russie d'un maïs hybride de sélection traditionnelle. Pour cultiver les semences, l'entreprise utilise des champs et une main-d'œuvre russes. Aujourd'hui, Monsanto possède des exploitations dans le kraï de Krasnodar et dans les régions de Voronej et de Belgorod. « Les semences de maïs cultivées dans la région de Belgorod sont spécialement conçues pour les zones arides : la racine de la plante est deux fois plus longue que celle des variétés traditionnelles, explique Andreï Toumanov. Toutes les spécificités du climat et du sol où la plante sera plantée sont prises en compte. »

En 15 ans de présence en Russie, la société suisse Syngenta a investi plus d'un milliard de roubles dans la création d'infrastructures scientifiques de culture de semences. Ainsi, la station expérimentale de Syngenta, qui fonctionne depuis de nombreuses années à Krasnodar sur le site de l'Université agricole nationale du Kouban, a obtenu en 2016 le statut de laboratoire d'analyses international certifié. Ses tâches comportent notamment l'adaptation au marché russe des nouvelles technologies de culture de semences. L'entreprise possède deux autres stations expérimentales à Lipetsk et à Voronej.

Le potentiel du secteur reste, aujourd'hui encore, énorme. À en croire les experts, le principal problème que peuvent rencontrer les investisseurs est le refus des agriculteurs de consentir des dépenses pour des semences de luxe, soit de lignée pure : la part des semences hybrides pour différentes cultures représente aujourd'hui entre 10 et 90 %.

VERS UN MARCHÉ DES POMMES 100% RUSSE ?

Avant l'entrée en vigueur de l'embargo, les importations de fruits et de baies en Russie couvraient 65 % des besoins du marché, et celles de pommes étaient les plus élevées dans le monde. En 2015, la situation a changé : les importations de pommes ont dégringolé à elles seules de 28 %. Pour stimuler les investissements dans l'horticulture, en 2015, l'État a multiplié par cinq le volume des sommes injectées dans le secteur, soit un total de 2,5 milliards de roubles – un montant de nouveau alloué en 2016. Les résultats ne se sont pas fait attendre : en 2015 déjà, des investissements étaient faits dans le secteur et, un an plus tard, la production russe de fruits et de baies augmentait de 7 %. Une autre croissance forte est attendue d'ici quelques années, quand les nouveaux vergers commenceront à donner des récoltes [voir tableau 2]. Igor Moukhanine, président de l'Association des producteurs de fruits, baies et plants, fait part de ses prévisions quant au développement du secteur : « Si la Russie plante entre 25 et 30 000 ha de nouveaux vergers, elle couvrira entièrement ses besoins en pommes d'ici cinq

à six ans. Aujourd'hui, entre 5 et 10 000 ha sont plantés, un rythme qui ne nous permettra d'être autosuffisants que dans 10 ou 15 ans. »

Par exemple, au Daghestan, deuxième région productrice de fruits dans le pays après le kraï de Krasnodar, 1 700 ha de pommeraies ont vu le jour, dont 300 ha de type intensif et aux technologies innovantes. Ces vergers commencent à produire des fruits deux à trois ans plus tôt que les vergers traditionnels et donnent des récoltes plus importantes, ce qui permet un retour sur investissement en quatre ou cinq ans. Les investisseurs qui évoluaient auparavant dans des sphères tout à fait différentes manifestent eux aussi un intérêt pour l'horticulture. Ainsi, en 2015, le holding Agro-Belgorie, spécialisé dans la production de viande de porc, a planté les 20 premiers hectares de pommeraies de type intensif dans la région de Belgorod.

La croissance de la production s'accompagne toutefois d'un autre problème : les pommes cueillies doivent être stockées quelque part, or les capacités frigorifiques de la Russie suffisent à peine à la conservation de 10 à 15 % de la récolte. « La construction d'un frigo pouvant contenir 1 000 tonnes de fruits nécessite plus d'un million d'euros, explique M. Moukhanine. Or, les producteurs ne disposent pas de cet argent. Si les autorités russes souhaitent une substitution aux importations dans ce secteur, elles devraient peut-être s'inspirer de l'Occident, où les États construisent à leur charge les frigos avant de les transférer aux horticulteurs pour exploitation. »

DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION

L'embargo a non seulement été un puissant moteur de croissance pour l'agriculture russe mais il a aussi obligé les fournisseurs étrangers de produits agricoles à chercher de nouvelles voies de coopération. Selon Natalia Chytkalo, directrice du département de l'agriculture et de l'alimentation de la représentation de l'ambassade de France en Russie pour le commerce et les investissements, même dans le cas d'une levée de l'embargo, il sera difficile de rétablir les anciens liens économiques, en particulier dans le commerce alimentaire. L'avenir réside donc dans le transfert de technologies et dans des partenariats plus étroits.

Toutefois, estime l'experte, plusieurs axes prometteurs se dessinent déjà dans la coopération franco-russe, notamment dans l'élevage ou la transformation : « En 2016, une ferme russe a acheté, par notre intermédiaire, des chèvres alpines en France. Les aliments à base de lait de chèvre, en particulier les fromages, sont de plus en plus populaires. Nous fondons aussi beaucoup d'espoir dans l'élevage de lapins, une filière certes marginale mais à forte croissance, et où la France domine dans la production de matériel génétique. Une autre niche prometteuse où la France dispose d'une expérience unique et qui intéresse les spécialistes russes est l'aquaculture, par exemple l'ostréiculture et la pisciculture. » Et enfin, l'horticulture. Des représentants de grandes pépinières françaises se sont déjà rendus en Russie dans le but d'étudier le marché local et, peut-être, d'établir des partenariats. « La France a une expérience très riche en matière d'horticulture ornementale, ajoute l'experte, et plusieurs entreprises qui ont commencé en tant qu'exportateurs de plants de roses, d'hortensias et d'iris, songent aujourd'hui à cultiver des plants en Russie. »

OKSANA POLIKHINA
Traduit par MAÏLIS DESTREË

COFACE RUSSIE : RÉDUIRE LES RISQUES POUR LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL RUSSE

LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL RUSSE A ENREGISTRÉ DE BONS RÉSULTATS EN 2016 : LA PRODUCTION A AUGMENTÉ DE 4,8 % ET LES EXPORTATIONS DE 5,3 %. CEPENDANT, OUTRE CETTE CROISSANCE, ON OBSERVE ÉGALEMENT DES RISQUES COMMERCIAUX ACCRUS LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU PAYS.

Les résultats d'un sondage mené auprès de plus de 200 entreprises de l'industrie céréalière, laitière et de la viande par la société Coface fin 2016-début 2017 sont éloquentes : les ventes de la majorité des sondés ont soit augmenté en 2016, soit sont restées au même niveau que précédemment. Toutefois, environ 30 % des entreprises font part d'une dégradation de la discipline de paiement de leurs débiteurs. En outre, un grand nombre de sociétés ont été confrontées à des défauts de paiement inattendus de la part de clients autrefois considérés comme hautement fiables.

Selon les sondages de Coface, en Russie, plus de 80 % des entreprises souffrent de « retards » de paiement de la part de leurs clients. Néanmoins, 9 entrepreneurs sur 10 sont contraints d'offrir un sursis de paiement : « Sans sursis, pas de rentrées d'argent », résumant-ils.

Toutefois, l'octroi d'un sursis n'est pas uniquement synonyme de croissance du chiffre d'affaires mais également d'augmentation des risques de crédit. Beaucoup d'entreprises essaient de déterminer par elles-mêmes le niveau de fiabilité de leurs clients. Mais il s'agit d'une tâche très complexe qu'elles ne sont pas toujours en mesure de réaliser seules. Des méthodes spéciales, des ressources informationnelles et des analystes hautement qualifiés sont nécessaires pour mener une évaluation professionnelle.

Les mesures les plus souvent adoptées par les entreprises russes en vue de réduire les risques de non-paiement sont la vente des premiers lots de marchandises avec exigence de prépaiement, la fourniture de garanties et de cautions informelles par le client, le recours aux ressources administratives, la création d'un service de sécurité et de juristes, etc.

Toutes ces mesures peuvent constituer des outils de prévention d'un endettement problématique. Par ailleurs, selon Coface, les entreprises russes sont souvent victimes de manipulations de la part des débiteurs, qui refusent tout simplement de les payer. Près d'un tiers des entrepreneurs estiment que leurs clients se servent des retards de paiement intentionnels comme d'un instrument de financement bon marché. Autrement dit, la « bonne santé financière » du contractant n'est pas une garantie de paiement.

Ces risques peuvent être réduits grâce à

des instruments financiers modernes protégeant des non-paiements. Ainsi, l'assurance crédit, soit une assurance couvrant les opérations commerciales dans le cas d'un sursis de paiement, permet de réduire au maximum les risques de non-paiement. Le fournisseur peut alors se concentrer pleinement sur son activité principale : la production et la vente. L'assurance crédit garantit une indemnisation en cas de retard prolongé ou de faillite du contractant.

Depuis longtemps implantée en Russie, l'entreprise Coface constate l'intérêt accru des chefs d'entreprise russes, y compris dans le secteur agro-industriel, pour les opportunités offertes par l'assurance du crédit commercial. Cet intérêt se traduit en particulier par l'augmentation des demandes adressées à Coface par des représentants du secteur agro-industriel.

Il convient de noter que Coface collabore aussi bien avec des entreprises déjà bien implantées qui doivent éliminer les risques existants qu'avec des sociétés en pleine expansion qui aspirent à trouver de nouveaux clients et à accroître leur chiffre d'affaires.

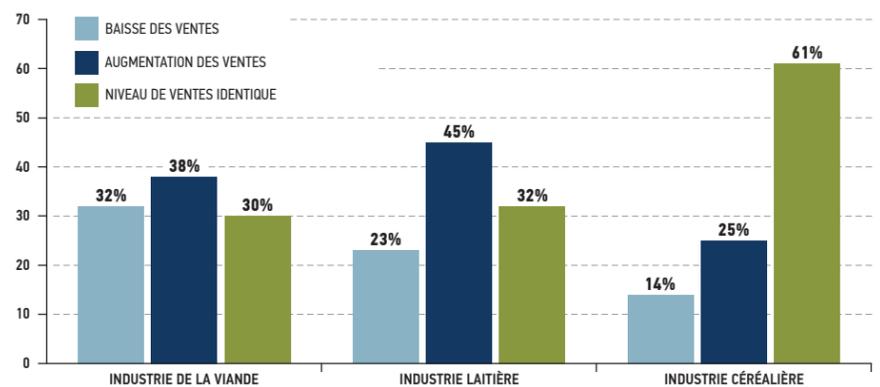
Grâce à son expérience, à la large base de données qu'elle a constituée sur la discipline de paiement des entreprises en Russie et à travers le monde, ainsi qu'aux ressources informationnelles dont elle dispose, Coface est en mesure de jauger correctement les débiteurs de ses clients et donne ainsi à ces derniers l'occasion de prendre conscience des perspectives et des risques liés au développement de relations avec des contractants concrets.

Tandis que l'économie russe, en particulier le secteur agro-industriel, s'attelle non seulement à la substitution aux importations mais également au développement des exportations, l'expérience et les services de Coface deviennent encore plus pertinents dans la mesure où, en plus d'assurer les opérations commerciales au niveau local, l'entreprise exerce depuis plus de 70 ans en qualité d'agence de soutien à l'exportation.

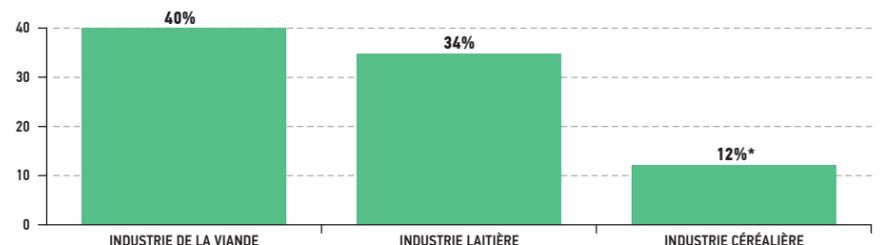
BLD 1, 23, 1st TVERSKAYA-YAMSKAYA STR
Tel. +7 (495) 785-57-10
E-mail: office@coface.com
www.coface.ru



GRAPHIQUE 1. ÉVOLUTION DES VENTES DES ENTREPRISES AGRO-INDUSTRIELLES EN 2016 PAR RAPPORT À 2015



GRAPHIQUE 2. POURCENTAGE DES ENTREPRISES AGRO-INDUSTRIELLES AYANT SOUFFERT DE DÉFAUTS DE PAIEMENT INATTENDUS DES DÉBITEURS



SOURCE : SONDAGE COFACE RUSSIE

* UNE PART SIGNIFICATIVE DES SOCIÉTÉS CÉRÉALIÈRES INTERROGÉES PROPOSENT LEUR PRODUCTION UNIQUEMENT CONTRE UN PRÉPAIEMENT ET, PAR CONSÉQUENT, NE RISQUENT PAS DE DÉFAUTS DE PAIEMENT DES CLIENTS.

« LE MARCHÉ RUSSE DE L'ÉQUIPEMENT AGRICOLE RECÈLE UN POTENTIEL ÉNORME »

L'ESSOR QU'A CONNU L'AGRICULTURE RUSSE EN 2016 A ÉGALEMENT TOUCHÉ LES SECTEURS CONNEXES. NICOLAS RAIMBAULT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE KUHN VOSTOK, S'EST CONFIE À L'ÉCONOMIKA SUR LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU MATÉRIEL AGRICOLE ET LES PROJETS DE LOCALISATION DE SON ENTREPRISE EN RUSSIE.



– **Quel est l'impact du programme actuel de soutien étatique des agriculteurs sur le marché russe de l'équipement agricole ?**

– Les subventions ne sont offertes que lors de l'achat de matériel produit en Russie. Les clients bénéficient alors de réductions de 25 %, ce dont ils profitent pleinement. Il n'est par conséquent pas étonnant que la croissance des ventes des producteurs russes dépasse de plusieurs fois celle des entreprises qui n'ont pas d'usine en Russie.

– **Est-il nécessaire, selon vous, pour les producteurs étrangers de matériel agricole de localiser leur production en Russie ?**

– Trois éléments font pencher la balance en faveur d'une localisation en Russie. Premièrement, le marché de l'équipement agricole y recèle un potentiel énorme. Aujourd'hui, il ne représente que 3 milliards de dollars. À titre de comparaison, les marchés américain, européen et chinois sont évalués à environ 30, 25 et 20 milliards de dollars respectivement. Deuxièmement, la localisation permet d'économiser sur le transport. Pour prendre l'exemple de Kuhn Vostok, 3 500 km séparent Moscou de notre plus proche usine européenne, et encore davantage des usines brésiliennes et nord-américaines. Sans oublier que, de Moscou, il faut encore livrer le matériel au client. Troisièmement,

l'équipement produit par exemple pour le marché européen n'est pas toujours adapté au marché russe. La principale différence réside dans la largeur de travail. En Europe, toute machine agricole munie d'une largeur de travail de 6 m est considérée comme grande. Or ici, c'est un petit gabarit ! Il n'y a aucun intérêt à produire en Europe des machines uniquement destinées à la Russie.

– **La localisation est-elle pour vous un objectif à court ou long terme ?**

– Kuhn Vostok songe actuellement à ouvrir une usine en Russie, et non dans le seul but de bénéficier de subventions. Pour le groupe Kuhn, la Russie fait partie des marchés stratégiques pour lesquels l'ouverture d'une usine serait justifiée. C'est ce que nous avons fait en Europe et en Amérique du Sud et du Nord. Mais avant d'acheter ou de construire une usine en Russie, nous devons procéder à une analyse approfondie, notamment pour nous assurer de la demande stable de la production. Aujourd'hui, nous collaborons avec près de 40 concessionnaires dans le pays. Notre siège se situe à Moscou et nous disposons d'un entrepôt de pièces détachées et d'équipement à Kalouga ainsi que d'un centre de formation à Voronej. Dans chaque région où nous sommes présents, un manager territorial et un technicien d'entretien aident quoti-



– **L'année 2016 a-t-elle été bonne pour les producteurs de matériel agricole ?**

– L'an dernier, les récoltes ont battu tous les records en Russie, preuve que l'agriculture se développe. Or, qui dit développement dit nouveaux équipements. Si le marché s'est contracté de 30 % en 2014 et de 20 % supplémentaires en 2015, cette chute a été pratiquement compensée en 2016.

– **De quoi dépendra la croissance future du marché ?**

– Premièrement, des ressources financières des agriculteurs et des prix de leur production. Aujourd'hui, ces derniers sont relativement faibles dans le monde entier, d'où l'impossibilité pour les producteurs d'obtenir le résultat financier espéré. Deuxièmement, de l'accessibilité des instruments financiers, tels le crédit et le leasing. Enfin, du soutien de l'État.

diennement les concessionnaires. Nous travaillons actuellement à l'amélioration de nos services via un système de commandes de pièces détachées sur Internet. Pour en revenir à l'achat d'une usine, il devrait s'agir d'une entreprise dont la production ne fait pas encore partie de la gamme Kuhn, car chacune de nos usines a sa propre spécialité. Kuhn possède plus de 10 lignes de production différentes. Nous produisons des équipements de labourage, d'ensemencement et de protection des plantes, ainsi que de l'équipement de récolte du fourrage, des pulvérisateurs et des remorques mélangeuses.

demande élevée pour les appareils servant à la culture céréalière : semoirs à céréales, équipements pour labourer la terre, pulvérisateurs. Pour l'heure, la demande en équipements de récolte du fourrage n'est pas en adéquation avec les projets réalisés en Russie pour augmenter la production laitière. Cependant, nous nous attendons à une croissance forte du secteur. En outre, la hausse de la demande en remorques mélangeuses prouve qu'un grand nombre de nouveaux projets commencent déjà à fonctionner dans l'industrie laitière.

– **Quel appareil sera le plus demandé en Russie en 2017 ?**

– Nous observons aujourd'hui une



publicité / на правах рекламы



28.11.2017



JOURNÉE DE
L'INNOVATION
DANS L'ARCHITECTURE
ET LA CONSTRUCTION

3^e édition

3-е издание
ДЕНЬ ИННОВАЦИЙ
В АРХИТЕКТУРЕ И СТРОИТЕЛЬСТВЕ

RÉSERVEZ VOTRE STAND!
ЗАРЕЗЕРВИРУЙТЕ ВАШ СТЕНД!

moncontact@ccifr.ru, +7 495 721 38 28, www.ccifr.ru

ORGANISATEURS / ОРГАНИЗАТОРЫ:

[ради дома]
batiactu groupe

20 ans
CCI FRANCE RUSSIE
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE
ФРАНКО-РОССИЙСКИЙ
ТОРГОВО-ПРОМЫШЛЕННАЯ ПАЛАТА